

editorial

360 milliards d'euros: voilà la note provisoire que devront payer les Françaises et les Français pour porter secours à un système bancaire plombé par la spéculation.

Nicolas Sarkozy, cherche des « responsables », stigmatisant la mauvaise gestion, l'absence de moralité des dirigeants des grands groupes financiers. Mais cela ne suffit pas à masquer la logique impitoyable d'un système axé sur la recherche du profit: profit réalisé sur la richesse créée par le travail des hommes, l'épargne des familles modestes.

En France il n'y a pas d'argent pour le logement, pour la Sécu, pour les services publics. Le budget 2009 programme austérité et suppressions de postes, mais on reste pantois devant les sommes englouties pour combler les pertes liées à la bourse. Mieux encore, notre gouvernement verse des larmes de crocodile sur le capitalisme de la finance mais il continue une politique de démolition qui nous conduit à la récession.

Ecraser les salaires, réduire les protections sociales, livrer au privé le plus d'activités publiques utiles socialement, supprimer les moyens nécessaires pour avoir une école de qualité, instaurer le travail du dimanche, tels sont les remèdes proposés par Sarkozy. Quel paradoxe ! Ces orientations sont inspirées par les recettes éculées utilisées dans les pays anglo saxons.

En effet, en privilégiant le crédit à la consommation au détriment d'une vraie politique salariale, en favorisant une retraite par capitalisation au lieu de consolider la répartition, le gouvernement américain a fragilisé son économie. Face à une crise qui condamne tout un système, n'est-il pas temps de poser avec force la double question du contrôle par les salariés, leurs élus, syndicaux, locaux et nationaux des fonds et des crédits alloués aux entreprises.

Les communistes, plutôt que de se réfugier dans une abstention frileuse porteront ces propositions dans toute la gauche et auprès de la population. Le gouvernement et sa majorité ne pourront échapper à ce débat.

Christophe VERZELETTI

Crise financière : la ville de Tarbes touchée

La crise financière que nous subissons est le fruit du dogme « aucune entrave à la libre circulation des capitaux », qui a été imposé, par tous les moyens, au fil de ces deux dernières décennies. L'explosion du cancer financier à toutes les activités humaines et publiques, en est le résultat.

Depuis, l'obéissance absolue aux marchés financiers est la règle. Elle a exigé de faire main basse sur les finances et les politiques publiques, sur l'argent des besoins humains, du service public, sur toutes les richesses possibles des territoires.

Les emprunts sont devenus difficiles à obtenir, parfois impossibles pour les collectivités et les populations modestes.

Les tarbais sont aussi concernés par cette situation si l'on en croit les déclarations de Gérard Trémège grand ami de Sarkozy

« Il y a quelque temps nous empruntions à un taux de 2,5 %. Aujourd'hui, cela est bel et bien fini. Ce taux est à présent de l'ordre de 5 % », calcule Gérard Trémège. Aussi prévient l' élu, « on ne pourra pas réaliser ce que nous voulons avec, comme sous l'ancienne mandature, un taux de hausse de 1,1 %. Si l'on veut des équipements, de la sécurité, des services, donner des subventions, tout cela à un coût. L'impôt en est la contrepartie à payer. »

L'annonce que l'Etat français a injecté trois milliards d'euros pour sauver DEXIA - la banque qui finance la moitié des collectivités locales, qui détient 42 % des parts de marché des produits sophistiqués - soulève des inquiétudes légitimes.

Le renflouement par les contribuables de la banque des « collectivités locales » exige la plus grande transparence et vérité sur la dérive de DEXIA.

En 1991, le Crédit Local de France est introduit en Bourse. En 1996, il s'allie avec le Crédit communal de Belgique pour constituer la banque DEXIA. Depuis, la banque a développé sa gestion d'actifs, d'assurances, de services aux investisseurs, des marchés de capitaux. Ce ne sont pas les collectivités locales qui l'ont mis dans le rouge.

Le système bancaire en général, s'est drogué à la spéculation, DEXIA en a fait autant.

Si l'argent public sauve l'entreprise, des contreparties sont indispensables :

- En premier lieu, l'augmentation des taux d'intérêts des prêts entraînerait une explosion des impôts locaux et l'abandon pur et simple des projets utiles aux populations des collectivités et des territoires.

Il faut donc des garanties sur le maintien des taux d'intérêts et rompre la spirale des prêts risqués.

- En second lieu, il est indispensable de protéger tous les intérêts des collectivités locales mais aussi hôpitaux et offices HLM qui utilisent les services de DEXIA.

- DEXIA doit être dans les faits et les actes 100 % publique.

Rien ne sera réglé si elle continue de spéculer, même si la France dispose d'une minorité de blocage, soit 25 % du capital.

Les communistes tarbais et les élus du groupe communiste vont prendre des initiatives pour que ces propositions soient prises en compte. Au delà des effets de manche de Sarkozy et Trémège ce sont les populations et non le capitalisme qu'il faut sortir de la crise.

Pierre LOZES

Vos nouveaux élus communistes tarbais

Elus d'opposition depuis mars dernier, ils sont à votre service



Marie-Pierre VIEU

Vice Présidente de la région Midi Pyrénées



Hervé SAINT MEZARD

Proviseur adjoint.



Carole BARBE

Enseignante

Vous pouvez prendre rendez-vous avec eux auprès d'Annick au 05/62/49/38/49, leur adresser un courrier: groupe PCF, Hôtel Brauhauban, 65 000 Tarbes et par e-mail : pcf@mairie-tarbes.fr

COS : un acquis social et local menacé !

Le maire de Tarbes est en train de remettre en cause la gestion du Comité des œuvres sociales géré par les communaux et leurs représentants syndicaux. Agit-il par souci d'une meilleure prise en compte des attentes du personnel ?

Le PCF et ses élus pensent plutôt qu'à l'instar de ses mentors de droite, Gérard Trémège entend imposer une gestion autoritaire et clientéliste des œuvres sociales municipales. Les communistes appellent à une large mobilisation pour faire échec à cette entreprise !

VERBATIM

Intervention de Marie-Pierre VIEU lors du Conseil municipal du 29 septembre

Une question qui est en même temps une préoccupation, monsieur le maire, à propos du Comité des Œuvres Sociales et de sa gestion.

Nous savons que le protocole d'accord sur le COS se termine le 1^{er} janvier 2009.

Je rappelle à l'assemblée que depuis 1978 la gestion du COS est assurée par les communaux eux-mêmes via leurs représentants syndicaux; en juin dernier la CGT obtenait 87 % aux élections avec une participation des trois quart des personnels municipaux. Ce mode de gestion ne représente pas seulement un acquis salarial et démocratique, il est aussi pour les employés communaux une garantie de proximité, de réponses à leurs préoccupations immédiates dans un dialogue partagé, et j'insiste fortement sur ce dernier point.

Le COS aujourd'hui c'est par exemple 250 familles « fragilisées » qui peuvent partir en vacances, c'est la prime de Noël. C'est donc tout le contraire d'une politique de guichet: c'est le choix de la solidarité et de l'équité.

J'en viens donc à ma préoccupation. Une rumeur persistante accrédite l'idée que la gestion du COS pourrait échoir au Comité National d'Action Sociale, « l'association la plus importante au niveau national en matière de prestation sociale » selon un courrier du 25 septembre rédigé par M. Caillaud ».

Outre le fait que cela signifierait un passage de gestion des salariés aux employeurs, posant en soi une vraie question démocratique, cela attesterait encore de la perte des valeurs de proximité, solidarité et équité que je viens d'évoquer. Et ce ne serait pas pour autant un gage d'efficacité: en témoigne les pompiers qui aujourd'hui départementalisés continuent à vouloir bénéficier du COS (plutôt que le CNAS), il en va de même pour de nombreux salariés du Grand Tarbes.

COS : Il faut enfoncer le coin !

Ce qui se passe à l'heure actuelle avec le COS de la Ville de Tarbes doit constituer pour la gauche tarbaise la première véritable occasion d'affirmer ses valeurs, ses priorités, ses projets en matière de protection des salariés en particulier et de politique sociale plus généralement.

Cette situation doit également être l'occasion de mettre en perspective la crise financière internationale où les libéraux de tous bords en appellent maintenant à l'Etat sauveur et les acteurs locaux de l'UMP.

En effet, ces derniers, chantres locaux du libéralisme, n'ont jamais caché (sauf en période électorale?) leurs convictions, à la remorque du président Sarkozy et du Medef: privatisations des entreprises publiques rentables, réduction des services publics, suppression de milliers de postes de fonctionnaires, bref, toutes « réformes » favorables à l'affaiblissement programmé et généralisé de l'Etat, pourtant appelé aujourd'hui à la rescousse pour renflouer, prêter, garantir, rassurer, accompagner voire nationaliser eh oui ! Qui l'eut cru ?

Il n'est plus possible de tenir ces deux attitudes antagonistes, les Français sauront sanctionner ces hypocrisies dont le seul objectif n'a jamais été que de mutualiser les pertes et privatiser les profits.

A Tarbes comme ailleurs, peuple de gauche, réveille toi ! Tes valeurs de fraternité et de justice sociales, tes idées de partage et de lutte contre les inégalités (de plus en plus criantes), tes combats pour une démocratie participative, pour action politique transparente, tout cela n'a jamais été aussi justes ! Ton idéologie (et ce mot n'est pas sale contrairement à ce que veut faire penser la propagande libérale), c'est à dire ta vision

égalitariste de la société et ton désir d'émancipation de l'être humain, n'est pas ringarde, au contraire ! La bataille des idées est loin d'être perdue, et cette crise apporte une preuve supplémentaire de la démente sénilité du capitalisme qui ne peut nous conduire que dans un mur !

Alors, il faut ensemble, se réapproprier les leviers de la vie publique, soyons présents aux rassemblements des progressistes, soyons aux côtés des salariés en lutte et de ceux qui souffrent, soyons présents aux réunions de quartiers, intéressons nous de près aux conseils de quartiers, discutons, échangeons avec nos voisins, nos amis, il faut apporter notre éclairage sur la société sans faiblir.

La reconquête de Tarbes passera par cet inlassable mais indispensable travail sur le terrain.

Les élus de la gauche tarbaise n'auront de cesse de contribuer à l'implication la plus forte possible de la population tarbaise, d'organiser des consultations, de diffuser les informations, nous serons à vos côtés et c'est ensemble, de longue date, que nous proposerons des projets réfléchis en connaissant leurs origines, leurs évolutions; c'est ainsi et pas autrement que nous produirons de nouvelles perspectives pour notre Ville. C'est maintenant que ça commence !

Hervé Saint Mézard



Construire la démocratie pour une ville solidaire et hospitalière

Les conseils de quartiers tarbais (4 au total) viennent de se constituer sous l'égide du Maire. Ils nous interrogent sur la conception de la démocratie selon Gérard Trémège. Pendant la campagne électorale, nous avons fait de la démocratie participative le socle de notre programme. Son exercice est à inventer mais il constitue l'un des enjeux essentiels de notre combat politique d'émancipation individuelle et collective.

Les informations du monde, en apparence nombreuses et multiples (presse écrite, radiophonique ou télévisuelle, internet....), laissent aux femmes et aux hommes une impression d'impuissance, voire de désespérance pour les exclus du travail, de la société ou de la citoyenneté. Or en reprenant en main les décisions locales, en agissant directement sur notre environnement social ou politique, ou territorial, l'espoir et la perspective du changement renaissent et les habitants deviennent citoyens. Voilà déjà une différence, là où la municipalité actuelle parle d'habitants, nous disons citoyens. Le citoyen d'un quartier se sent aussi concerné par les enjeux du monde, c'est cela être de gauche : je pense mon voisin à travers l'étranger.

Cependant la constitution des conseils de quartier par la municipalité de droite nous questionne : les comités de quartier ont été désignés par le Maire, nous sommes interpellés par cette mise en place peu démocratique pour une instance sensée développer justement la pratique démocratique à échelle locale. Autre chose : leur rôle n'est que consultatif, on ne discute pas des choix politiques, ils ne sont pas une instance décisionnaire ! Encore une fois les citoyens tarbais sont dépossédés des décisions locales, il n'est pas question de démocratie participative et encore moins de référendums d'initiative locale, idées défendues par le parti communiste.

Pour que ces conseils de quartiers constituent un véritable levier démocratique, de réconciliation des hommes et des femmes avec la vie politique municipale, nous proposons :

- des budgets participatifs, que tous les habitants débattent du budget global de la ville, des choix prioritaires à faire, mais également de l'origine des recettes d'une ville. Ainsi les tarbais pourraient s'approprier les décisions municipales.

- des référendums d'initiative locale sur des questions essentielles (logement, travaux d'urbanisme, politique scolaire et culturelle, questions environnementales).

- des débats contradictoires sur les problèmes quotidiens qui permettraient de construire des positions à une échelle nationale et européenne. A l'heure où les collectivités locales doivent faire face au désengagement de l'Etat, l'une des solutions est de redonner la parole, la décision aux citoyens, leur montrer que l'on peut transformer et agir sur notre monde, du local au mondial.

Carole BARBE

Coup de gouaille et d'espoir

Archaïque, archaïque...

Est-ce que j'ai une gueule d'archaïque !

C'est la question que l'on pourrait se poser au sein de ce vieux parti dont les succès ne se résument pas à la libération et dont les échecs ne se résument pas aux blocs de l'Est. Car après tout lorsque nous scandions que le capitalisme mondial allait tout engoutir, on en faisait rire plus d'un.

Force est de constater que nos prédictions sont bel et bien en dessous de la réalité. Le monde est en crise. Soyons honnête, une crise qui toucherait des traders en cravatés marqués comme des bœufs par des oreillettes connectées sur les bourses du monde ou de quelques grands patrons austères nous aurait plutôt fait rigoler. Mais lorsque les files d'attentes des épargnants devant les banques se changeront en files d'attentes devant les ANPE et les soupes populaires, peut être que notre perception de la crise sera plus tragique.

Archaïques et même ringards comme si l'on avait hurlé au loup en annonçant que les états seraient capables de mettre des milliards sur la table pour sauver un système libéral alors qu'ils ne sont pas foutus de trouver un euro pour loger les familles, financer les écoles, sauver l'hôpital et donner du travail à chacun. Certes ces fossoyeurs de l'humanité se retrouveront en fausses pleurnicheries devant le cercueil de **Sœur Emanuelle** et chacun de ces tristes sires se fendront d'un hommage aux valeurs du partage, de charité, d'abnégation avant de retourner dépouiller la terre.

A l'heure où notre parti se cherche un second souffle, l'histoire lui rappelle toute son utilité. Bien au-delà de la refondation nécessaire du parti dont le nom importe peu pourvu qu'il porte les valeurs de progrès social c'est du leader ship d'une gauche déterminée et bien dans ses creepers qu'il s'agit.

Il est revenu le temps de l'alternatif, le temps de grossir les rangs de la révolte et du politiquement incorrect. Il faut vite retrouver notre place au pied des cités populaires, dans les théâtres, autour des scènes de musique, dans les cours de lycée et de fac, dans les bistrotts dans les usines. Partout au cœur du mouvement social ; de la réflexion, et des initiatives de partage et de résistance.

Quelles que soient les formes que prendront les luttes de demain, il est du devoir de tous étudiants, artistes, salariés chômeurs et pourquoi pas archaïques et ringards de se mobiliser pour que ce qui nous reste à vivre soit plus humain et plus présentable à nos enfants.



PCF, et si j'essayais ?

Le Parti Communiste sera en congrès au mois de décembre. Participe à ses débats et à ses actions.

Nom : Prénom : Age :

Adresse :

Tél./Portable : E-mail :

Je suis intéressé-e par les sujets suivants :

A renvoyer à PCF65 - 4, rue du Haras - 65000 Tarbes